



Bio Suisse a lancé l'offensive bio

LA SUISSE A BESOIN DE NOUVEAUX PAYSANS BIO

Par Stefan Flückiger, directeur de Bio Suisse

L'agriculture biologique possède un vaste potentiel : la demande en produits bio continue de s'accroître et les consommateurs accordent leur confiance aux produits bio. Bio Suisse lance une offensive bio afin qu'un plus grand nombre de familles paysannes se reconvertissent à l'agriculture biologique. Les mesures adoptées englobent le conseil et la formation, les relations publiques, le soutien pendant la reconversion, le marketing d'acquisition et la révision des directives. Le monde politique doit également apporter sa contribution à cette initiative.

Les entreprises agricoles bio et les surfaces travaillées de manière biologique ont démontré leur capacité de résistance dans un secteur agricole malmené. En effet, l'importante demande en produits bio permettrait au marché d'absorber aisément quelques centaines de fermes bio supplémentaires.

Les obstacles sont essentiellement de nature financière

De nombreux paysans hésitent à se reconverter à l'agriculture biologique. L'an dernier, Bio Suisse a souhaité connaître les motifs de ce scepticisme largement répandu. En collaboration avec la station fédérale de recherche agronomique Agroscope Reckenholz-Tänikon (ART), l'association a conduit une enquête à large échelle. Les résultats de cette étude ont démontré que les causes principales qui incitent les paysans à se détourner du mode de culture biologique ou freinent leur volonté de reconversion sont essentiellement de nature financière. Elles s'accompagnent en outre de diverses incertitudes liées aux conditions-cadre politiques.

Les composantes de l'offensive bio

A partir de ces résultats, Bio Suisse a élaboré un paquet de mesures, réunies dans l'offensive bio qu'il convient désormais de mettre en œuvre :

- **Conseil et formation** : La reconversion à l'agriculture biologique exige des investissements et des changements radicaux dans les techniques de production. Actuellement, les paysans ne disposent pas d'un soutien suffisant pendant la phase de reconversion. En collaboration avec les offices cantonaux de consultation agricole, Bio Suisse entend donc proposer des conseils spécifiques à la reconversion. L'agriculture biologique doit bénéficier d'un encouragement particulier dans le secteur des grandes cultures. Bio Suisse souhaite également s'engager davantage dans la formation des agriculteurs.



- **Marketing d'acquisition :** Les marchés agricoles bio sont régis par des lois particulières. Dans le domaine de la production, Bio Suisse accorde la priorité à une croissance saine et équilibrée. D'une part, les marchés doivent assurer aux producteurs des incitations financières adaptées et, de l'autre, il importe d'éviter une offre en surabondance. Parmi les productions qui restent déficitaires figurent essentiellement les céréales panifiables et fourragères, le colza, la viande de porc et la viande de bœuf en provenance d'élevages extensifs, les œufs, les herbes aromatiques et les baies. Rien que pour répondre à la demande en céréales panifiables indigènes, 5000 hectares de cultures supplémentaires seraient nécessaires. Comme les entreprises agricoles bio sont considérées sous un angle global – en d'autres termes : toutes les productions d'une ferme bio doivent satisfaire aux exigences posées à l'agriculture biologique – il convient de trouver des possibilités d'écoulement complémentaires pour les aliments déjà présents en suffisance sur le marché, à l'exemple du lait bio.
- **Travail de relations publiques :** Des mesures de communication ciblées pour les paysans et l'ensemble de la branche sont destinées à accompagner de manière efficace les processus de reconversion et serviront à promouvoir l'image de l'agriculture biologique.
- **Révision des directives :** L'exigeant cahier des charges de Bio Suisse doit être révisé, sans perdre pour autant en substance.

Conditions-cadre politiques adaptées

En raison de l'ouverture grandissante des frontières, Bio Suisse est convaincue que l'avenir de l'agriculture dans son ensemble et de l'industrie alimentaire dépend dans une large mesure d'une **stratégie de qualité**. A cet égard, les produits bio sont destinés à jouer un rôle de premier plan par leur qualité et leur crédibilité. Ainsi que le démontre notre voisin autrichien, leader européen du marché bio, il est impossible de parvenir à un tel positionnement de marché sans conditions-cadre adaptées. De ce fait, Bio Suisse ne parvient pas à comprendre les motifs qui incitent la Confédération à envisager la réduction d'un tiers des fonds affectés à la promotion des ventes. Le Conseil fédéral s'est fixé pour but le maintien des parts de marché en Suisse et à l'étranger. Cet objectif ne peut être atteint en l'absence des moyens financiers nécessaires à cet effet.

Politique : des actes plutôt que des paroles !

Selon une estimation de l'Union suisse des paysans, moins de 20 centimes reviennent à l'agriculture sur chaque franc dépensé par un consommateur pour acheter un aliment. Comme la création de valeur obtenue avec les produits bio est plus élevée, un accroissement des entreprises agricoles bio entraînerait une augmentation des recettes pour l'agriculture et les secteurs économiques qui en dépendent. La Confédération reconnaît à l'agriculture biologique une meilleure efficacité dans l'utilisation des ressources naturelles. Selon le rapport agraire 2009, il s'agit là d'un indicateur essentiel qui souligne le caractère durable du système de production bio. Néanmoins, sur une somme totale de 2,5 milliards de francs consacrés aux paiements directs, l'agriculture biologique ne reçoit que 28 millions de francs. La disparité saute aux yeux. Bio Suisse demande donc à la Confédération de ne pas se contenter de bonnes paroles, mais de prendre des mesures concrètes, notamment par l'adoption d'un plan d'action bio aisé à mettre en pratique ainsi que par une conception des paiements directs fondée sur les prestations écologiques.